

Journal Burkinabè 3^e trimestre 2023

de la Statistique

Trimestriel d'Information du Système Statistique National

N° 010

FONCTION PUBLIQUE

Une forte progression du nombre d'agents de la fonction publique d'Etat de 2012 à 2022



- EDITORIAL**
Un référentiel pour des productions statistiques plus fiables Page 3
- ACTUALITES**
Les principaux résultats définitifs disponibles Page 4
- COMPRENDRE**
« En électronique, on se chôme pas » Page 7
- DECOUVERTE**
Bénéfit en indicateur multidimensionnel pour plus d'efficacité Page 10
- CHIFFRES/RESULTATS**
Un déficit commercial au 3^e trimestre 2023 de 200 milliards FCFA Page 11
- PORTRAIT/INTERVIEW**
« L'utilisation de l'IA peut contribuer à améliorer la qualité des statistiques en remplissant les lacunes, en réduisant les biais » Page 15



MINISTRE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DE LA PROSPECTIVE

JOURNAL BURKINABE DE LA STATISTIQUE

Trimestriel d'Information
du Système Statistique National

ÉDITEUR

Institut National de la Statistique
et de la Démographie
insd@insd.bf

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Boureima OUEDRAOGO
*Directeur général de l'Institut National
de la Statistique et de la Démographie*

DIRECTEUR DE PUBLICATION DÉLÉGUÉ

Bernard BERE
*Directeur général adjoint de l'Institut National
de la Statistique et de la Démographie*

COORDONNATEUR DE RÉDACTION

Pascal NAKELSE
*Directeur de l'Informatique et du Management
de l'Information Statistique de l'INS*

COMITÉ DE RÉDACTION

Hadya NACANABO
Mouonkoun DABIRE
Abdou NOMBRE
Kiswendsida Oswald Gaëtan SEGUEDA
Rahmani SIGUENAM
David NABI
Mohamed ZARE
Arthur BALIMA
Karim SARA
Seydou SAVADOGO
Seydou Man Ali SAVADOGO

CRÉDITS PHOTOS : Dimis et départements ministériels

CONCEPTION / IMPRESSION

Institut National de la Statistique et de la Démographie



01 BP 374 Ouaga - Tél. : +(226) 25 49 85 02
insd@insd.bf - www.insd.bf

Réalisé avec l'appui financier
du PHASAO, financé par la
Banque Mondiale



DÉMARCHE D'ASSURANCE QUALITÉ

Un référentiel pour des productions statistiques plus fiables

La démarche d'assurance qualité dans le processus de production statistique est essentielle pour garantir la qualité, la crédibilité et la fiabilité des données statistiques. Cela a des implications importantes pour la prise de décision, la confiance du public et la transparence des processus statistiques. Les enjeux liés à cette introduction sont nombreux et importants.



fournisseurs de données primaires, responsables du système statistique et ses personnels et tous partenaires au développement).

C'est pourquoi la normalisation des procédures dans la chaîne de production statistique est salutaire en ce qu'elle sera d'un apport inestimable à l'assurance de la cohérence et de la comparabilité des données dans le temps. La crédibilité et la fluidité de la démarche permettront de produire et de mettre à la disposition des utilisateurs, plus de statistiques portant

La démarche qualité se veut une stratégie innovante et inclusive qui repose sur les besoins réels et la satisfaction des utilisateurs. Dans sa mise en œuvre, elle donne les gages d'une production statistique de qualité dans des délais raisonnables et à des coûts maîtrisés. Par l'adoption de cette nouvelle démarche, le Système statistique national (SSN) se veut de renforcer sa réputation de structure productrice de données de qualité.

Pour ce faire, la démarche intègre les éléments de la transparence des différentes étapes du processus de production statistique. Dans l'exécution d'une opération d'enquête, les méthodes de collecte, de traitement et d'analyse des données doivent répondre aux principes de cohérence dans l'ensemble du processus statistique. De ce fait, la démarche qualité permet de s'assurer que les méthodes sont bien définies, documentées et suivies de manière rigoureuse.

Nous ne perdons pas de vue que la qualité d'une telle démarche dans la production statistique s'appréciera à l'aune de la satisfaction des besoins et des attentes implicites et explicites des principaux acteurs que sont les utilisateurs des statistiques (nationaux ou internationaux, autorités politiques nationales, communauté nationale,

sur leurs principaux domaines de préoccupation et champs d'action et des statistiques de meilleure qualité, plus diversifiées, plus détaillées et accessibles en temps opportun.

Toutefois, il est primordial d'assurer la transparence et l'accessibilité de chacune des méthodes et des étapes du processus afin d'établir la confiance avec le public pour qui les données sont produites.

Cependant, l'implémentation de la démarche se présente comme un exercice assez périlleux pour les acteurs du Système statistique national. En effet, dans sa mise en œuvre, l'assurance qualité nécessite des compétences spécifiques en matière de statistiques, de gestion de données et de contrôle de la qualité. Par conséquent, la formation et le développement des compétences du personnel sont essentiels pour garantir le succès de la mise en œuvre de l'assurance qualité.

Boureima OUEDRAOGO
Directeur Général

EDSBF-V

Les principaux résultats définitifs disponibles

L'Institut national de la statistique et de la démographie (INSD) a rendu publique les résultats de la cinquième enquête démographique et de santé (EDSBF-V) le jeudi 07 septembre 2023 à Ouagadougou. Présidée par Le Directeur général de l'INSD Boureima OUEDRAOGO, la cérémonie de présentation a regroupé des partenaires au développement, des organisations de la société civile et des acteurs de ministère de la Santé et de l'hygiène publique.

Fruit d'une collaboration entre l'Institut national de la statistique et de la démographie (INSD) et de l'Institut national de santé publique (INSP), l'enquête a été réalisée en 2021 pour fournir des indicateurs dans des domaines tels que la planification familiale, la santé maternelle et infantile, la survie de l'enfant, le VIH/Sida et les infections sexuellement transmissibles, la santé reproductive et l'état nutritionnel de la population au Burkina Faso.

Pour le Directeur général de l'INSD Boureima OUEDRAOGO, l'EDS se veut une enquête harmonisée à l'échelle internationale avec une rigueur scientifique qui fait d'elle une référence aux plans national et international pour le suivi de plusieurs indicateurs démographiques, de santé et des conditions de vie des populations.

Des résultats présentés, on note des progrès accomplis par le Burkina Faso au cours des dernières décennies. De la présentation faite par l'équipe technique de l'opération, l'accès des ménages à l'eau de boisson provenant d'une source améliorée et à l'électricité s'est amélioré. Les indicateurs d'enregistrement des naissances à l'état civil et de possession d'un acte de naissance se sont également améliorés, de même que la couverture en soins prénatals et postnatals.

L'EDSBF-V montre une hausse de la prévalence contraceptive moderne accompagnée d'une baisse du niveau de la fécondité parmi les femmes en union. La mortalité néonatale, infantile et infanto juvénile, ainsi que le ratio de mortalité liée à la grossesse ont baissé.

Les résultats ont été salués par les participants pour qui ces données permettront d'actualiser les indicateurs sociodémographiques et économiques pour la mise en œuvre des projets et programmes. Les données



(De la gauche vers la droite) Hermann BADOLO, Directeur de l'observatoire national de santé et de la population à l'INSP, Boureima OUEDRAOGO, Directeur général de l'INSD, Constant PARE, Représentant des PTF

présentées ont fait l'objet d'une communication préalable aux membres du comité de suivi de l'EDS qui en ont validé.

L'EDSBF-V a bénéficié également dans sa réalisation de l'appui technique de ICF et de l'appui financier de l'USAID, de la Banque mondiale, du Fonds mondial de lutte contre le paludisme, la tuberculose et le VIH/Sida, de l'UNICEF et de l'UNFPA. Les données de l'EDSBF-V sont disponibles à l'adresse www.insd.bf



Les résultats de l'EDS-V ont été présentés aux partenaires au développement

Mouonkoun DABIRE

Chargé de communication de l'INSD

Hadya NACANABO

Stagiaire

POUR DES INFORMATIONS STATISTIQUES PLUS ACCESSIBLES L'INSD renforce les capacités des journalistes de médias burkinabè

L'Institut national de la statistique et de la démographie (INSD), organe officiel de l'Etat en matière de production et de diffusion d'informations statistiques, multiplie les initiatives afin d'assurer une meilleure compréhension et une large utilisation des données statistiques. Il a organisé du 21 au 25 août 2023 à Koudougou, une session de formation à l'intention de journalistes de médias burkinabè dans l'optique de renforcer leurs capacités à l'exploitation des informations statistiques.



Une trentaine de journalistes initiés à la lecture des indicateurs statistiques de la démographie

La statistique étant un outil d'aide à la décision, l'INSD selon son Directeur Général Boureima Ouédraogo est convaincu que des journalistes qui ont une bonne compréhension de l'information statistique, seront à même de mieux informer les populations et de les sensibiliser sur les différents enjeux liés aux questions de développement. Ce d'autant plus que la mise en œuvre des politiques et programmes de développement exige la disponibilité de données statistiques, sociodémographiques et économiques fiables et actualisées pour mesurer les progrès réalisés et s'assurer de leur adéquation avec les besoins réels des populations.

La session de formation initiée à l'intention des journalistes vise donc à leur donner les informations sur les concepts statistiques, les définitions, les indicateurs et bien d'autres aspects pour une meilleure élaboration des articles de presse. Elle a consisté en une analyse des principes de production de la statistique officielle, des concepts de base sur les statistiques et indicateurs sociodémographiques. Elle a porté également sur la présentation des différentes plateformes de diffusion de l'INSD et l'initiation à la recherche et le téléchargement des différentes productions statistiques en format pdf ainsi que les indicateurs statistiques sous format

réutilisable (excel, power point, image).

Les plateformes développées par l'INSD offrent un accès libre aux informations statistiques et un usage aux fins d'informations journalistiques, de recherches académiques et scientifiques.

La formation a été conduite par les statisticiens et démographes de l'INSD, sous la facilitation du consultant et formateur en journalisme Moussa SAWADOGO.

Elle a été réalisée avec l'appui financier du Projet d'harmonisation et d'amélioration des statistiques en Afrique de l'Ouest (PHASAO). Une vingtaine de journalistes de la presse écrite, de la presse en ligne et de la presse audiovisuelle burkinabè y ont pris part avec une plus-value incontestable. Ils savent désormais où trouver les données et comment les analyser avec le concours de spécialistes des différents domaines.

Les plateformes développées par l'INSD offrent un accès libre aux informations statistiques et un usage aux fins d'informations

- le site internet : www.insd.bf, un site institutionnel assez complet.
- la plateforme de données ouvertes : <https://burkinafaso.opendataforafrica.org>. C'est la véritable banque de données statistiques sur presque tous les domaines. Elle offre une facilité de recherche en fonction des domaines économiques, sociaux, démographiques, etc.
- le site internet du Conseil national de la statistique : www.cns.bf. C'est le point où convergent l'ensemble des productions statistiques des différents ministères, organisations et structures membres du Système statistique national (SSN).
- La plateforme PNIN : <https://nutrition.bf> met à la disposition des utilisateurs, des informations statistiques et des micro-données dans le domaine de la nutrition au Burkina Faso.

Kiswendsida Oswald Gaëtan SEGUEDA

Communicateur DCRP/MEFP

PRODUCTION STATISTIQUE

Le Ministre Aboubakar NACANABO salue les efforts du personnel de l'INSD

A la tête d'une délégation, le Ministre de l'Economie, des finances et de la prospective, Dr Aboubakar NACANABO a rendu visite à l'Institut national de la statistique et de la démographie le 25 août 2023. Accompagné de la Ministre déléguée au budget Fatoumata BAKO/TRAORE, le Ministre NACANABO, par ailleurs président du Conseil national de la statistique est allé encourager le personnel pour les efforts quotidiens dans la production de la statistique.



Le ministre de l'Economie, des Finances et de la Prospective, Aboubakar NACANABO, s'est imprégné des conditions de travail des agents de l'INSD

Pour les années à venir, l'institut entend poursuivre la réalisation de plusieurs enquêtes afin de renseigner les indicateurs de suivi des politiques et programmes de développement puis renforcer la dématérialisation des processus et améliorer la disponibilité et l'utilisation des données statistiques.

Saisissant la balle au bond, Boureima OUEDRAOGO a plaidé pour l'alimentation régulière du Fonds de développement de la statistique à partir du budget de l'Etat ou de la taxe

statistique afin de financer les investissements et la production des données statistiques. Il a, en outre, demandé le recrutement du personnel cadre statisticien pour les structures du Système statistique national. Au nombre des doléances, figurent la relecture des statuts de l'INSD pour les adapter aux évolutions observées dans son environnement national et international puis la construction de la seconde aile du siège de l'INSD dans le programme d'investissement du ministère de tutelle afin d'améliorer les conditions de travail des agents.

Aux différentes préoccupations soulevées, le Ministre Aboubakar NACANABO a rassuré les représentants du personnel de ce que l'amélioration des conditions de travail est au cœur de sa gouvernance. Pour lui, la qualité des statistiques dépendra des conditions dans lesquelles les agents travailleront à les produire. Il a promis de soutenir les différents projets relatifs à la production statistique dans la mesure de ses possibilités. Séance tenante, il a annoncé le financement du début de la construction de la deuxième aile du siège de l'INSD au titre de l'année 2024.

Mouonkoun DABIRE

Chargé de communication de l'INSD

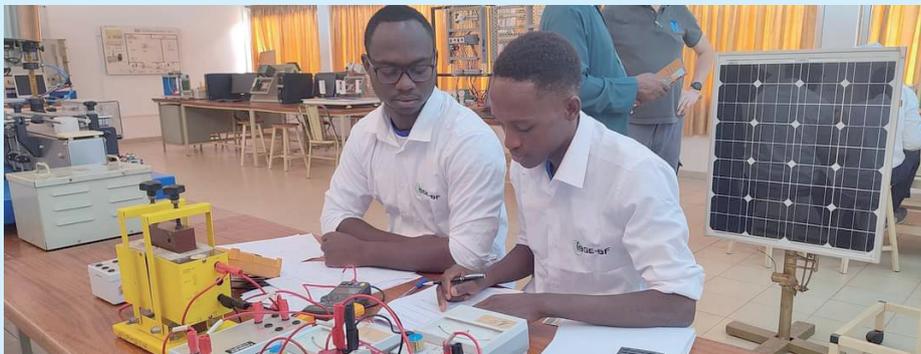
« Les statistiques sont indispensables à une bonne planification au service du développement et nous sommes conscients de tout le travail que vous abattez ». Ce sont les premiers mots du Ministre NACANABO à l'adresse du personnel de l'INSD mobilisé pour l'occasion. A travers une visite guidée, la délégation s'est imprégnée du fonctionnement de l'Institut. L'hôte du jour s'est rendu à la salle des serveurs qui hébergent les données collectées à partir des terminaux mobiles. Il a aussi pris connaissance de la maquette du siège de l'INSD, un bâtiment à deux ailes dont une partie est en quête de financement pour réalisation.

La tribune était belle pour le Directeur général de l'INSD Boureima OUEDRAOGO, d'égrainer le chapelet des chantiers majeurs conduits par l'INSD dans le domaine de la production et la diffusion de l'information statistique, le renforcement et la modernisation du Système statistique national.

De ces projets, on note la réalisation du cinquième recensement général de la population et de l'habitation (5e RGPH) ; les enquêtes harmonisées sur les conditions de vie des ménages (EHCVM) ; la cinquième enquête démographique et de santé du Burkina Faso (EDSBF-V) puis l'enquête nationale de base sur l'emploi et le secteur informel.

FORMATION PROFESSIONNELLE AU BURKINA « En électronique, on ne chôme pas »

Plus de la moitié des apprenants des centres de formation professionnelle se sont insérés dans la vie active à leur sortie d'école. Des métiers comme l'électronique, la menuiserie-bois, la boulangerie-pâtisserie sont prisés sur le marché de l'emploi.



Les étudiants formés en électronique sont très prisés sur le marché de l'emploi.

professionnelle ont été insérés. Ce taux est de 58% ceux n'ayant pas bénéficié de cet appui. D'où la nécessité d'accompagner les apprenants en fin de cycle dans les centres de formation professionnelle.

Plus de 40% des apprenants des centres de formation sont toujours au chômage par « manque d'accompagnement ». L'étude met à nu

l'inadéquation de la formation dans certaines filières aux besoins du marché du travail. Conséquence, les opportunités d'emplois sont insuffisantes. Enfin, le peu de chefs d'entreprises pouvant les employer méconnaissent les titres de qualification.

Toutefois, l'étude montre que « la formation professionnelle doit désormais être considérée comme une priorité dans la perspective de développement du pays ». C'est pourquoi, les centres publics de formation

Au Burkina Faso, près de six apprenants sur dix (59%) issus des centres de formation professionnelle ont réussi à s'insérer dans la vie active, selon une étude menée en 2022 par l'Observatoire national de l'emploi et de la formation (ONEF), sur les sortants, promotion 2019. L'étude a concerné les centres de l'Agence nationale de la formation professionnelle de la région du Centre (ANFP), le Centre de formation professionnelle de référence de Ziniaré (CFPR-Z), le Centre de formation professionnelle industrielle de Bobo-Dioulasso (CFPI-B) et le Centre d'évaluation de la formation professionnelle de Ouagadougou (CEFPO).

Toutefois, l'étude révèle de nombreuses disparités. En effet, elle montre que les hommes (61,3%) s'insèrent professionnellement plus que les femmes (50%). De même, les apprenants résidant en milieu rural entrent plus vite dans la vie active que ceux en ville. En milieu rural, 7 sortants sur 10 se sont insérés contre 6 sortants sur 10 en milieu urbain au moment de l'enquête.

Paradoxalement, plus le niveau de qualification est élevé, plus difficile devient l'insertion professionnelle. « 70,6% des titulaires du CQP sont insérés. Ce taux est de 46,8% pour les titulaires du BQP, 54,4% pour ceux du BPT et 47,1% pour les titulaires du BPTS ». Le tableau 1 ci-dessous confirme ce constat.

La réinsertion professionnelle est aussi fonction de la filière de formation. L'électronique (100%), la menuiserie bois (90,9%), la boulangerie-pâtisserie (87,5%), la plomberie sanitaire (85%) et la construction maçonnerie (84,6%) forment le Top 5 des filières ayant les taux d'insertion professionnelle des sortants les plus élevés (tableau 2). L'étude de l'ONEF révèle que parmi les sortants des écoles de formation professionnelle, 88,4% de ceux ayant bénéficié d'un appui à l'insertion

	Inséré			Non inséré		
	Auto-emploi	Employé	Total	Apprenant / Stagiaire / Etudiant	Sans emploi	Total
Sexe						
Homme	28,6	32,8	61,3	24,9	13,8	38,7
Femme	34,9	15,2	50,0	12,7	37,3	50,0
Milieu de résidence						
Urbain	29,4	29,2	58,6	23,1	18,3	41,4
Rural	40,0	34,3	74,4	6,9	18,8	25,6
Titre de qualification						
CQP	36,6	34,0	70,6	20,1	9,2	29,4
BQP	24,5	22,3	46,8	30,9	22,2	53,2
BPT	27,7	26,7	54,4	23,6	21,9	45,6
BPTS	15,7	31,5	47,1	23,0	29,9	52,9
Bénéficiaire d'un appui à l'insertion						
Oui	70,2	18,3	88,4	6,9	4,7	11,6
Non	28,1	29,9	58,0	23,2	18,8	42,0
Total	29,8	29,4	59,2	22,5	18,3	40,8

Source : ONEF, 2022. Etude sur l'insertion professionnelle des sortants des CFP du MSJE

Tableau 1 : Taux d'insertion des sortants des centres (%)

professionnelle doivent être dotés en ressources financières et matériels (équipements techniques) avec une augmentation de leurs capacités d'accueil afin de répondre à une demande de plus en plus croissante.

Rahmani SIGUENAM
Directeur Général de l'ONEF

Tableau 2 : Taux d'insertion des sortants des centres selon la filière (%)

Filière de formation	Inséré			Non inséré		
	Auto-emploi	Employé	Total	Apprenant / Stagiaire / Etudiant	Sans emploi	Total
Boulangerie Pâtisserie	37,5	50,0	87,5	0,0	12,5	12,5
Coiffure	33,3	0,0	33,3	0,0	66,7	66,7
Construction maçonnerie	38,5	46,2	84,6	15,4	0,0	15,4
Construction métallique	20,7	52,7	73,4	20,7	5,9	26,6
Coupe couture	44,8	19,1	63,9	15,5	20,6	36,1
Dessin bâtiment	10,5	26,3	36,8	52,6	10,5	63,2
Electricité Bâtiment	55,1	25,9	81,0	9,9	9,1	19,0
Electricité solaire photovoltaïque	72,7	9,1	81,8	0,0	18,2	18,2
Electromécanique	12,0	20,0	32,0	28,0	40,0	68,0
Electromécanique et automates programmable industriels	18,2	45,5	63,6	12,1	24,2	36,4
Electronique	0,0	100,0	100,0	0,0	0,0	0,0
Electronique et Energie solaire photovoltaïque	35,0	20,0	55,0	20,0	25,0	45,0
Electronique industrielle	32,0	16,0	48,0	28,0	24,0	52,0
Froid et climatisation	37,7	23,5	61,2	6,9	31,9	38,8
Génie civil	42,9	14,3	57,1	28,6	14,3	42,9
Informatique et télécommunications	35,7	28,6	64,3	21,4	14,3	35,7
Maintenance industrielle	17,9	35,7	53,6	21,4	25,0	46,4
Maintenance informatique et bureautique	0,0	41,3	41,3	0,0	58,7	58,7
Mécanique automobile	4,2	26,4	30,6	55,1	14,3	69,4
Mécanique de précision	3,6	17,9	21,5	42,8	35,7	78,5
Mécanique deux roues	16,7	16,7	33,3	50,0	16,7	66,7
Menuiserie bois	45,5	45,5	90,9	0,0	9,1	9,1
Menuiserie métallique	25,0	41,7	66,7	33,3	0,0	33,3
Métreur projecteur	0,0	50,0	50,0	50,0	0,0	50,0
Plomberie sanitaire	10,0	75,0	85,0	15,0	0,0	15,0
Saponification	50,0	0,0	50,0	0,0	50,0	50,0
Techniques informatiques	20,0	60,0	80,0	20,0	0,0	20,0
Total	29,8	29,4	59,2	22,5	18,3	40,8

Source : ONEF, 2022, Etude sur l'insertion professionnelle des sortants des CFP du MSJE

JOURNÉE MONDIALE DE LA POPULATION 2023 L'égalité des genres s'invite à la célébration

Le Burkina Faso a célébré en différé la journée mondiale de la population le 24 Août 2023 à la salle de conférence de la Direction Générale de la Coopération (DGCOOP). La cérémonie était placée sous la présidence du ministre de l'Économie, des finances et de la Prospective par ailleurs Président du Conseil national de population (CONAPO), le Dr. Aboubakar NACANABO. Elle a rassemblé plusieurs personnalités notamment des membres du gouvernement, des directeurs de structures publiques et privée, des organismes, des autorités coutumières et également des jeunes et des femmes.



Dr Aboubakar NACANABO, Ministre de l'économie, des finances et de la prospective, Président du CONAPO

« Libération du pouvoir de l'égalité des genres : faire entendre les voix des femmes et des filles pour ouvrir les possibilités infinies de notre monde », tel était le thème sous lequel le Burkina Faso a célébré la journée mondiale de la population. Un thème qui dénote du rôle prépondérant que devront jouer les femmes pour l'équilibre social. Cette célébration s'est voulue une tribune pour le président du Conseil national de population le Dr Aboubakar NACANABO, de rappeler la part démographique des femmes dans la population au Burkina Faso (51,7%) selon le 5e RGPH, et l'importance du rôle qu'elles occupent dans la société. Il a également fait mention des écarts de genres persistant dans certaines régions à fort défis sécuritaire mais aussi des efforts consentis par le gouvernement dans le cadre de la promotion de l'égalité des genres à travers l'adoption de certaines lois.

Le Représentant résident adjoint de l'UNFPA (Fonds des nations unies pour la population) dans son allocution a relevé les progrès notables au Burkina Faso sur les questions de santé sexuelle et reproductive. Il a souligné que le gouvernement, les organisations non gouvernementales, l'UNFPA et bien d'autres partenaires bilatéraux et multilatéraux, ont entrepris des actions novatrices visant à apporter des réponses à la problématique de l'égalité des genres. Ces actions sont entre autres l'initiative école des maris (amélioration de

la masculinité transformatrice pour l'égalité et l'équité fille/garçon) ; l'initiative "Macopine" (santé sexuelle et reproductive, planification familiale, santé maternelle) ; les espaces sûrs (recueillir des femmes et filles vulnérables en détresse) ; l'initiative QG Jeune et l'initiative de redynamisation des infirmeries scolaires et universitaires. Il a réitéré la disponibilité de l'UNFPA et de bien d'autres partenaires multilatéraux et bilatéraux à soutenir tout particulièrement les interventions qui entrent en droite ligne de la pleine réalisation des trois résultats transformateurs que sont : zéro décès maternel évitable, zéro besoin en planification familial non satisfait et zéro violence à l'égard des femmes et filles, y compris des mutilations génitales féminines (MGF) et le mariage d'enfants.

Plusieurs activités ont été menées dans le cadre de la commémoration de la journée mondiale de la



Les étudiants ont été invités à prendre connaissance des disparités sur l'égalité des genres

population, entre autres des actions de communication et de sensibilisation, l'organisation d'ateliers, l'organisation des 24 heures de débats autour du thème : « travail domestique non rémunéré au Burkina Faso : réinterroger les politiques publiques ? » ; l'organisation d'une rencontre de plaidoyer auprès de 30 leaders coutumiers et religieux et des leaders de femmes et des jeunes pour la mobilisation.

David NABI

Direction des politiques de population à la DGEP

LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ AU BURKINA FASO **Bientôt un indicateur multidimensionnel** **pour plus d'efficacité**

L'Institut national de la statistique et de la démographie a organisé avec l'appui du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), un atelier de finalisation et d'adoption de la structure de l'indice de pauvreté multidimensionnelle. Ladite rencontre s'est tenue du 7 au 9 septembre 2023 à Ouagadougou sous la présidence du Directeur général adjoint de l'INSD Bernard BERE.

La lutte contre la pauvreté est un objectif majeur des stratégies de développement. L'INSD en tant qu'organe officiel de production de statistiques s'investit à mettre régulièrement à la disposition des décideurs, les statistiques sur la pauvreté. Jusque-là, ces indicateurs ont une approche monétaire. L'indice de pauvreté multidimensionnelle (IPM) vient compléter les indicateurs de pauvreté qui sont produits via une approche monétaire. L'IPM contribuera donc à rendre plus efficace la lutte contre la pauvreté. Aux termes des travaux engagés dans le cadre de la mise en place de l'IPM, on disposera d'un IPM national et d'un IPM local désagrégé selon les provinces et les communes.



(De la gauche vers la droite) Rowan Ahmed, chargée d'appui aux partenariats stratégiques à l'unité de politique et stratégie du PNUD au Burkina Faso, Bernard BERE, Directeur général adjoint de l'INSD, Zakaria KONCOBO, Chef de service du suivi des conditions de vie des ménages.

Les travaux du présent atelier permettront aux participants venant des départements ministériels, des instituts de recherche, des partenaires au développement, des collectivités, de finaliser et d'adopter la structure de l'IPM avant son implémentation. A l'issue des travaux, l'INSD devra disposer d'une structure consensuelle et acceptée de tous. La version provisoire de la structure de l'IPM compte 18 indicateurs répartis entre quatre dimensions que sont la santé et sécurité alimentaire, l'éducation, l'emploi, et le cadre de vie.

Pour Rowan Ahmed, chargée d'appui aux partenariats stratégiques à l'unité de politique et stratégie du PNUD au Burkina Faso, il s'agit de mieux cibler les groupes les plus vulnérables au sein de la population afin de les prendre en compte dans les politiques de développement et améliorer leurs conditions de vie.

Le nouvel indice se présente comme une innovation qui permet désormais de déterminer l'effectif des pauvres et de mesurer directement les privations dont ils souffrent sur plusieurs dimensions. En effet, c'est la première fois que cet indice est calculé au Burkina Faso par des acteurs nationaux, selon le directeur général adjoint de l'INSD. L'adoption de cet indice de pauvreté multidimensionnelle vise également à améliorer l'efficacité des politiques et programmes de lutte contre la pauvreté.

« Le Burkina Faso en adoptant une approche multidimensionnelle de la pauvreté se positionne en tant que précurseur dans cette initiative, mettant en lumière la complexité de la pauvreté au-delà des aspects monétaires. Cette approche novatrice est le fruit d'une collaboration fructueuse entre l'INSD, l'Initiative d'Oxford sur la pauvreté et le développement humain et le PNUD. Cet indice permettra de mieux cibler les groupes les plus vulnérables au sein de la population, ouvrant ainsi la voie à des initiatives de développement justifiées et efficaces » a-t-elle souligné.

Selon Rowan Ahmed, cette expérience pionnière du Burkina Faso servira de modèle pour d'autres nations confrontées aux défis de la pauvreté multidimensionnelle, offrant la possibilité de transférer et de répliquer cette approche innovante.

L'INSD espère mettre à la disposition des utilisateurs, l'indice de pauvreté multidimensionnelle au plan national et au plan local d'ici la fin de l'année 2023.

Mohamed ZARE

Ingénieur statisticien à l'INSD

Arthur BALIMA

Stagiaire en communication

COMMERCE EXTÉRIEUR DU BURKINA FASO

Un déficit commercial au 2e trimestre 2023 de 200 milliards FCFA

La balance commerciale affiche un déficit au 2e trimestre 2023. Les exportations à l'instar des importations connaissent une baisse respectivement de 4,6% et 0,2%. C'est l'information révélée par le rapport sur le commerce extérieur du Burkina Faso au deuxième trimestre 2023, publié par l'Institut national de la statistique et de la démographie (INSD).



Le coton demeure l'un des principaux produits d'exportation du Burkina Faso

le transport des personnes » (-9,4%). La Chine est le principal fournisseur du Burkina au 2e trimestre 2023. Le pays a importé de la Chine 120,3 milliards de FCFA de marchandises, soit 13,9% des importations totales. Il s'agit essentiellement des « désinfectants, insecticides, fongicides, herbicides, anti rongeurs » (9,7%), de « Lampes, tubes et valves électroniques » (7,7%)

Au deuxième trimestre de l'année en cours, les exportations ont baissé de 4,6% en valeur et de 13,2% en volume. L'Or non monétaire (75,4%), le coton (6,5%), les fruits (6,4%), sont les principaux produits exportés. Ces trois premiers produits représentent à eux seuls 89,0% des exportations, mettant en exergue la faiblesse de la diversification des produits exportés par le pays. La principale destination des produits « Made in Burkina » est la Suisse, avec 429,6 milliards FCFA, soit 64,9% des recettes d'exportations qui proviennent de ce pays. Cette rente est imputable à un volume important d'Or non monétaire. La Suisse est suivie des Emirats Arabes-Unis et du Mali avec respectivement 10,8% et 6,0% de la valeur totale des exportations du pays. Les exportations vers ces trois (03) pays ont généré 81,7% des recettes globales d'exportations du Burkina Faso au deuxième trimestre 2023.

Quant aux importations, leur valeur a baissé de 0,2%, tandis que les quantités importées sont passées de 2,14 millions de tonnes à 2,15 millions de tonnes, soit une augmentation de 0,2%. Cette baisse trimestrielle de la valeur des importations est due à celle de certains produits tels que les « Chaux, Ciments et matériaux de construction fabriqués (excepté argile verre) » (-20,8%), les « Engrais manufacturés » (-20,6%) et les « Voitures automobiles à tous moteurs, pour

télécommunication, nda, et parties, pièces détachées et accès » (6,4%). La Chine est suivie de la Côte d'Ivoire (13,1%), de la Russie (9,9%), et de l'Inde (7,7%).

Le Mali est suivi de la Cote d'Ivoire (26,1%), du Togo (11,8 %), du Ghana (8,2%), de la Guinée Conakry



L'Or non monétaire (75,4%), reste le premier produit d'exportation du Burkina Faso, au deuxième trimestre 2023

(5,2%), du Sénégal (4,2%), du Niger (2,4%), du Liberia (0,19%), du Benin (0,17%) et de la Siéra Leone (0,13%).

Echange intracommunautaire

Le Burkina échange également avec les pays de l'UEMOA. Ses exportations vers ces Etats représentent 12,5%. Elles sont passées de 135,7 milliards à 82,8 milliards au 2e trimestre 2023, soit une baisse de 39,0%, comparé au 1er trimestre de 2023. Le Mali voisin est la première destination des marchandises Burkinabè dans l'espace UEMOA. A hauteur de 39,9 milliards de FCFA, les exportations vers le Mali sont composées principalement des « Chaux, Ciments et matériaux de construction fabriqués » (43,8%) et de l'Or non monétaire (35,6 %). Ensuite, viennent, en termes de part dans les recettes d'exportations dans l'espace UEMOA, la Côte d'Ivoire (30,1%), le Togo (13,7%), le Sénégal (4,9%), le Niger (2,8%) et le Benin (0,2%).

Pour ce qui est de la CEDEAO, la valeur des exportations s'est établie à 95,9 milliards de FCFA

(14,5% des exportations totales du Burkina Faso) dont 13,1 milliards (2,0% des exportations totales du Burkina Faso) vers les pays non-membres de l'UEMOA. En termes de valeur, elles sont en baisse de 34,4% par rapport au trimestre précédent et sont orientées essentiellement vers le Mali qui représente à lui seul 41,64% des recettes d'exportation provenant de la CEDEAO.

Karim SARA

Ingénieur statisticien à l'INSD

	Trimestres					Glissement (%)	
	2 T 22	3 T 22	4 T 22	1 T 23	2 T 23	Trim	Annuel
EXPORTATIONS FOB (milliards de FCFA)	780,8	521,3	748,4	693,8	662,2	- 4,6	- 15,2
Or, Non Monétaire	584,1	438,5	551,5	513,0	499,5	- 2,6	- 14,5
Coton	62,2	4,1	95,1	60,9	47,1	- 22,8	- 24,4
Fruits	67,1	17,5	9,0	28,6	42,5	48,6	- 36,6
UEMOA	52,6	56,3	164,0	135,7	82,8	-39,0	57,6
CEDEAO	60,0	69,3	175,9	146,2	95,9	-34,4	60,0
IMPORATIONS CAF (milliards de F CFA)	877,6	926	949,5	864,3	862	-0,2	-1,8
Produits raffinés du pétrole	282,6	331,6	318,4	250,0	278,4	11,4	- 1,5
Produits médicaux et pharmaceutiques	42,8	45,4	42,1	36,7	39,8	8,5	- 7,0
Energie électrique	7,0	22,0	39,4	25,8	30,6	18,6	338,8
UEMOA	120,7	153,8	164,6	179,5	174,8	-2,6	44,8
CEDEAO	178,3	204,6	208,1	219,0	222,5	1,6	24,8
BALANCE COMMERCIALE	- 96,8	- 404,4	- 201,1	- 170,5	- 200,0	17,3	- 106,6
Indice Pache des prix à l'exportation	171,7	174,4	172,7	170,7	173,4	1,6	1,0
Indice de Pache des prix à l'importation	114,0	120,5	115,6	114,0	111,7	- 2,0	- 2,0
Indice des termes de l'échange	150,6	144,8	149,4	149,8	155,2	3,7	3,1
Indice de gain à l'exportation	150,6	144,8	149,4	149,8	155,2	3,7	3,1

Tableau : Synthèse des statistiques sur le commerce extérieur au 2^e trimestre 2023

FONCTION PUBLIQUE

Une forte progression du nombre d'agents de la fonction publique d'Etat de 2012 à 2022

Les effectifs des agents de la fonction publique d'Etat (FPE) ces dix (10) dernières années, ont connu une croissance moyenne annuelle de 9,32%. Cela est justifié par le recrutement d'effectifs élevés au niveau des secteurs sociaux et celui de la sécurité.

A la date du 31 décembre 2022, le Burkina Faso comptait 229 934 agents publics contre 123 592 agents en 2012, soit une augmentation de plus de 86% en une décennie. Cette hausse est principalement due à un grand nombre d'entrées de nouveaux agents issus des recrutements organisés chaque année par l'Etat conjuguée par un faible niveau de sorties (disponibilité, démission, licenciement, décès, retraite...). Plus de la moitié des effectifs de la FPE travaillent au niveau du ministère en charge de l'éducation nationale. Ce département compte, à lui seul 55,3% de l'effectif total des agents de la FPE en fin 2022. Il est suivi par les ministères en charge de la santé avec 15,4%, du ministère en charge de l'administration territoriale avec 10,2%. « Ces proportions élevées de personnel public se justifient par le fait que les effectifs de ces deux premiers ministères qui offrent des services sociaux de base ont été renforcés et le troisième dû à la crise sécuritaire », explique-t-on. Les autres départements ministériels comptent pour 19,1% des agents publics.

En fin 2022, la fonction publique est fortement masculine et jeune. Elle est constituée seulement de 33,3 % de femmes et l'âge moyen des agents est de 38,4 ans. Un agent public sur quatre (25,9%) a un âge compris entre 31 et 35 ans. Par contre, les agents publics âgés de moins de 20 ans et ceux de 61 ans et plus représentent moins de 0,1% de l'effectif total de la FPE. La FPE est constituée en majorité de cadres



A la date du 31 décembre 2022, le Burkina Faso comptait 229 934 agents publics contre 123 592 agents en 2012, soit une augmentation de plus de 86% en une décennie.

moyens, représentant

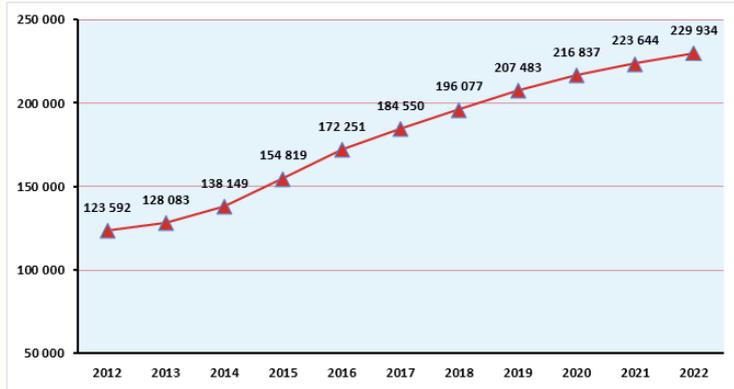
40,2 % de l'effectif global. En ce qui concerne le taux d'encadrement, il est de 7 cadres supérieurs pour 10 cadres moyens dans la fonction publique. Quant aux taux d'encadrement des agents d'exécution, il est de 14 cadres moyens pour 10 agents d'exécution.

Les agents de la FPE sont inégalement répartis sur l'étendue du territoire national. La région du Centre qui abrite la capitale du pays regroupe le plus grand nombre d'agents publics en 2022, soit plus d'un quart (26,5%) de l'effectif total du personnel de la FPE. Elle est suivie par les régions des Hauts-bassins (9,4%), de la Boucle du Mouhoun (8,1%), du Centre-Ouest (8,0%) et du Nord (7,2%). La région du Sahel se retrouve avec seulement 3,4% des agents de la fonction publique qui y travaillent.

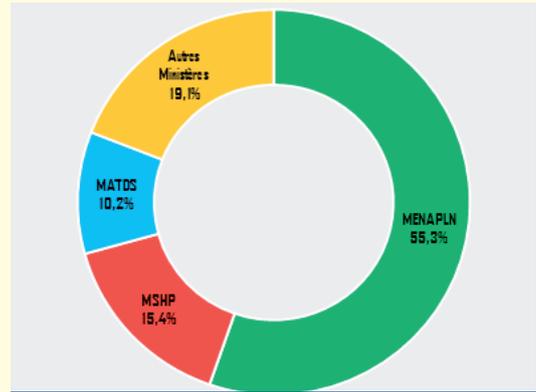
Seydou SAVADOGO

Conseiller en statistique et analyse du développement

Graphique 1 : Evolution des effectifs des agents de la fonction publique d'Etat depuis 2012



Graphique 1 : Evolution des effectifs des agents de la fonction publique d'Etat depuis 2012



Graphique 2 : Répartition des effectifs des agents de la fonction publique d'Etat par ministère au 31 décembre 2022

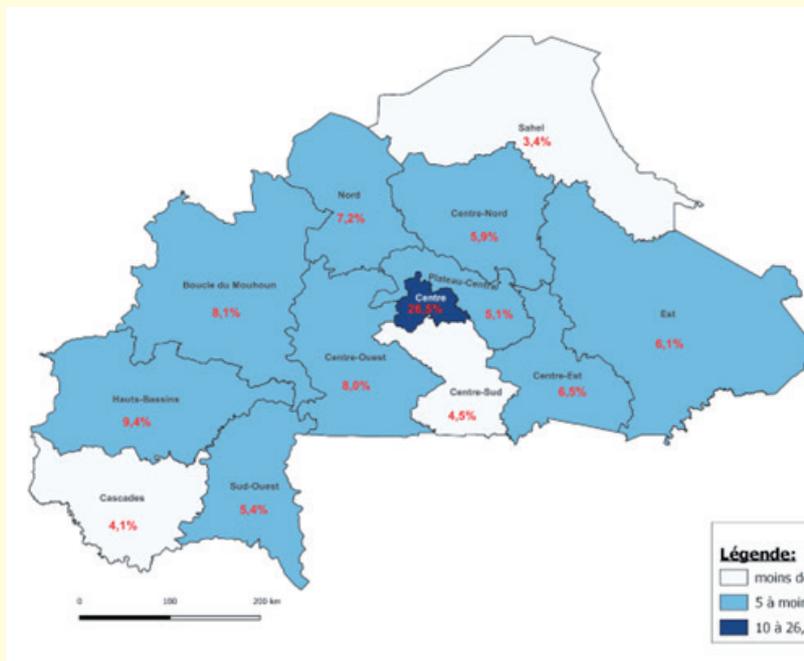


Figure 1 : Répartition (%) des agents de la fonction publique d'Etat par région au 31 décembre 2022

Fonction publique d'Etat : Corps de l'Etat qui englobe les services centraux des ministères et autres structures étatiques ainsi que leurs représentations déconcentrées au niveau local. Son périmètre renvoie aux agents de l'administration publique recrutés et régis par la loi n°081-2015/CNT du 24 novembre 2015 portant statut de la fonction publique d'Etat. A ceux-ci s'ajoutent, les agents régis par des statuts autonomes que sont les statuts de la police, statut de la douane, statut des magistrats, statut des eaux et forêts, statut des GSP, statut des greffiers, statut des enseignants chercheurs et le statut du personnel de l'ASCE-LC.

Cadre supérieur : Catégories A, P, I, 1ère et 6ème catégorie

Cadre moyen : Catégorie B, II et 2ème catégorie

Agent d'exécution : Catégorie C, III et 3ème catégorie

Taux d'encadrement = (Nombre de cadres supérieurs/Nombre de cadres moyens) *100 ou
(Nombre de cadres moyens/ Nombre d'agents d'exécution) *100

SYSTÈME STATISTIQUE NATIONAL**« L'utilisation de l'IA peut contribuer à améliorer la qualité des statistiques en remplissant les lacunes, en réduisant les biais »****Dr. Tegawendé François d'Assise BISSYANDE, enseignant-chercheur**

L'avènement de l'Intelligence artificielle (IA) se veut une opportunité de développement considérable pour le Burkina Faso. Un potentiel dont l'exploitation nécessite une collaboration proactive et stratégique entre les institutions publiques, privées et le monde académique. Ces partenariats devront se concentrer sur la formation, le partage des ressources et la mise en place de politiques durables en vue de faire de cet outil, une source de transformation sociale et économique. L'utilisation de l'IA dans le système statistique national contribuera à accroître significativement la qualité des productions statistiques selon le Dr. Tegawendé François d'Assise BISSYANDE, enseignant-chercheur et Directeur du Centre d'Excellence en Intelligence Artificielle pour le Développement (CITADEL) du Burkina Faso.



recette où des données sont modélisées en vue de prédire des décisions.

Par exemple, dans le domaine de la santé, l'IA peut aider les médecins à diagnostiquer des maladies en analysant des images médicales, ce qui pourrait autrement prendre beaucoup de temps et d'effort. Dans l'agriculture, elle peut prédire la quantité d'eau dont une plante aura besoin en fonction de la météo, aidant les agriculteurs à économiser de l'eau.

Si vous avez déjà parlé à un «assistant virtuel» sur votre téléphone ou votre ordinateur, c'est aussi grâce à l'IA. Elle «entend» votre voix, interprète ce que vous voulez dire et répond comme le ferait une vraie personne. Souvent avec une précision importante. L'IA n'est pas seulement réservée aux experts en technologie. Elle est déjà là dans notre vie quotidienne, nous aidant à résoudre des problèmes et à rendre des tâches compliquées plus faciles et plus rapides. Pensez juste à la traduction automatique, sur internet, d'un texte écrit en français vers l'anglais.

1. En termes simples, comment peut-on définir l'intelligence artificielle (IA) ?

L'«Intelligence Artificielle» (IA) est en réalité un terme générique qui fait référence à un certain nombre de technologies différentes dans toute une série de cas d'utilisation où une machine est rendue « intelligente » pour accomplir des tâches complexes. Pour ce faire, l'IA utilise des algorithmes d'apprentissage où la machine est programmée pour apprendre à faire ce que font les humains, avec plus ou moins de succès. A savoir : voir, écrire, parler, déplacer un objet et « comprendre ».

La véritable IA n'est pas une simple automatisation, même si elle peut inclure des éléments d'automatisation. Elle ne se contente pas de répéter les mêmes étapes encore et encore jusqu'à ce qu'elle soit programmée différemment. Elle se base sur une

2. Comment fonctionne l'IA ?

L'intelligence artificielle (IA) fonctionne en utilisant des algorithmes et des modèles mathématiques pour imiter le raisonnement humain, ou plutôt pour capturer et simuler les décisions humaines. Ces algorithmes fonctionnent simplement en analysant les données (souvent bien étiquetées) pour extraire des corrélations entre les caractéristiques des données (ex : l'âge du patient, ses antécédents médicaux, ses symptômes actuels) et son étiquette/label (ex : malade ou bien portant).

Cela permet plus tard, lorsqu'il est présenté à l'IA un nouvel échantillon de prendre une décision (prédiction de maladie) au regard des caractéristiques visibles. En fonction du problème à résoudre, et des données à disposition, l'IA peut fonctionner sous différents modes.

Dans l'Apprentissage Supervisé, l'IA apprend à partir d'exemples spécifiques avec des réponses correctes connues, souvent appelées «classes». Par exemple, dans le domaine de la santé, cela peut permettre de classer des images médicales en différentes catégories de maladies ou simplement en Oui ou Non pour répondre à une question portant sur l'état d'un patient.

Dans l'Apprentissage Non Supervisé, l'IA explore les données sans instructions spécifiques, cherchant à identifier des regroupements ou «clusters». Par exemple, en agriculture, cela peut être utilisé pour regrouper les types de sols similaires, sans étiquettes préalablement définies.

L'Apprentissage par Renforcement implique un processus d'essai et d'erreur où l'IA reçoit des récompenses ou des punitions pour ses actions. Cela peut être utilisé pour optimiser un système, comme la reconnaissance vocale, pour comprendre et répondre plus précisément aux commandes vocales.

Ces méthodes permettent à l'IA de fonctionner de manière analogue à la pensée humaine, capable d'analyser de grandes quantités de données, de classer des informations en catégories spécifiques, de créer des clusters basés sur la similarité, et de s'adapter de manière dynamique à de nouvelles situations. Le but ultime est de résoudre des problèmes complexes sans intervention humaine, en imitant la logique et la prise de décision humaine dans divers contextes et domaines d'application. Quel que soit l'approche adoptée, il faut veiller à ce que le système IA fonctionne de manière éthique, sans biais, et dans le respect de la vie privée et d'autres normes sociétales

3. Comment l'IA peut-elle impacter la production statistique ?

L'IA peut transformer la production statistique de manière significative et apporter des avantages concrets, particulièrement dans un contexte comme celui du Burkina Faso. Voici comment cet impact peut se manifester à différentes étapes de la chaîne de production statistique.

Au niveau de la production des données, l'IA peut aider à automatiser la collecte de données à partir

de diverses sources, comme les réseaux sociaux, les capteurs, et les applications mobiles, réduisant ainsi le temps et l'effort nécessaires. L'utilisation d'algorithmes peut aider à identifier et à corriger les erreurs, incohérences et biais dans les données, améliorant ainsi leur qualité. Elle permet par ailleurs, d'extraire et d'intégrer des informations à partir de données non structurées comme les images, les textes, et les vidéos.

En ce qui concerne l'amélioration des statistiques, les techniques d'IA peuvent estimer les valeurs manquantes dans un ensemble de données, offrant une image plus complète et précise. L'IA peut développer des méthodes d'échantillonnage plus efficaces et adaptatives, ce qui est particulièrement pertinent pour les régions rurales ou difficiles d'accès au Burkina Faso. Aussi la capacité d'analyser des grands volumes de données en temps réel permet une réaction rapide aux changements et aux tendances émergentes.

Pour l'analyse des statistiques, l'IA est utilisée pour développer des modèles prédictifs, facilitant la prise de décision basée sur des prévisions futures. Les outils d'IA peuvent, en outre aider à créer des visualisations interactives et compréhensibles, facilitant la communication des résultats statistiques puis détecter des relations non linéaires et des interactions complexes entre les variables qui peuvent être difficiles à découvrir par des moyens traditionnels.

Au Burkina Faso, l'IA peut être adaptée pour répondre aux besoins spécifiques tels que le suivi de la production agricole, la surveillance de la santé publique, et l'évaluation des politiques de développement. En effet, la capacité de l'IA à automatiser de nombreuses tâches peut réduire les coûts associés à la collecte et à l'analyse, un aspect crucial dans un contexte économique limité. Pour ce faire, le développement de compétences en IA au Burkina Faso va renforcer les capacités nationales en matière de statistique et de prise de décision basée sur des données.

4. Quelle exploitation le système statistique national peut-il en faire ?

Nous proposons de résumer les différents éléments à trois points essentiels :

Amélioration de la collecte de données : L'IA peut optimiser la collecte de données en automatisant le processus, en minimisant les erreurs, et en permettant la collecte en temps réel, conduisant à des données plus précises et actualisées.

Analyse avancée : Les techniques d'IA permettent une analyse plus profonde et complexe des données statistiques, révélant des tendances et des modèles cachés qui peuvent être utilisés pour guider la prise de décision et la planification stratégique.

Amélioration de la qualité des statistiques : L'utilisation de l'IA peut contribuer à améliorer la qualité des statistiques en remplissant les lacunes, en réduisant les biais, et en augmentant la vitesse de traitement, fournissant ainsi des informations plus fiables et pertinentes pour diverses utilisations.

5. Quel peut être le futur de la statistique face à l'ascension fulgurante de l'IA ?

L'ascension de l'IA offre des opportunités considérables pour transformer le domaine des statistiques, rendant possible des analyses plus complexes et des prises de décision plus éclairées. Toutefois, cela nécessitera une attention particulière aux défis éthiques, à l'infrastructure technologique et au développement des compétences. De ces compétences, on peut retenir plusieurs points tels que :

- La transformation des méthodes statistiques : L'IA offre des techniques avancées de collecte et d'analyse, permettant une compréhension plus profonde et nuancée des phénomènes sociaux et économiques. Cela pourrait conduire à une révolution dans la manière dont la statistique est pratiquée.
- L'amélioration de la précision et de la fiabilité : L'utilisation de l'IA peut conduire à des méthodes plus précises et fiables pour traiter les données, en particulier dans la manipulation de grands ensembles de données. Cela peut augmenter la confiance dans les statistiques produites.
- Les défis en matière de compétences et d'infrastructure : La mise en œuvre réussie de l'IA dans le domaine statistique nécessitera des investissements dans la formation, l'éducation, et l'infrastructure technologique. Le Burkina Faso devra s'adapter rapidement pour suivre le rythme de ces changements.
- Les questions éthiques et réglementaires : L'incorporation de l'IA dans la production statistique peut soulever des questions éthiques et réglementaires, nécessitant une réflexion et une législation prudentes pour assurer la conformité avec

les normes nationales et internationales.

6. Quel est le cadre légal de l'utilisation de l'IA au Burkina ?

L'utilisation de l'IA au Burkina Faso, comme dans de nombreux autres pays, se trouve à l'intersection de différents domaines légaux, tels que la protection des données, les droits de l'homme, la cybersécurité, et l'éthique. À notre connaissance, bien que de grands efforts ont été faits pour renforcer le cadre juridique du secteur numérique, il n'existe pas encore de textes spécifiques à l'utilisation de l'IA au Burkina Faso. Toutefois, nous pouvons mentionner les points suivants (non exhaustifs) qui sont valables lorsqu'il s'agit de mettre en place des solutions numériques, notamment en matière d'IA.

- La protection des Données : Le Burkina Faso dispose d'une loi sur la protection des données à caractère personnel, qui vise à protéger la vie privée et l'intégrité des données des individus. Cette loi s'applique à l'utilisation de l'IA, notamment lorsque celle-ci traite des données personnelles.

La cybersécurité : Les réglementations concernant la sécurité des systèmes informatiques s'appliquent également aux systèmes d'IA, en particulier ceux utilisés dans des infrastructures critiques ou sensibles.

- Le respect des droits de l'Homme et Éthique : Bien qu'il n'y ait pas de législation spécifique à l'IA dans ce domaine, les principes généraux des droits de l'homme et de l'éthique peuvent s'appliquer, notamment en ce qui concerne la non-discrimination et l'équité dans l'application de l'IA. D'où l'importance de mettre en place des solutions d'IA durables et responsables.

7. Quels sont les enjeux et les défis liés à l'utilisation de l'IA en général et en particulier pour un pays comme le Burkina Faso ?

L'IA représente une opportunité transformative pour de nombreux secteurs, notamment, mais pas seulement, la santé, l'éducation, l'agriculture, l'industrie et la recherche scientifique. Les enjeux incluent la capacité d'accélérer l'innovation, d'améliorer l'efficacité, de personnaliser les services, et de contribuer à la résolution de problèmes complexes.

Pour aborder ces différents défis, le centre CITADEL investit énormément dans la formation de compétences locales à travers des sujets de recherches de niveaux master/ingénieur et doctorat, répartis entre des thématiques telles que la santé & le bien-être, la FinTech & la sécurité, l'énergie & le changement climatique, les langues & héritages, l'agriculture & le pastoralisme, et sur les questions de vie privée & explicabilité. Au total, 37 masters et 7 doctorats ont déjà bénéficié de l'accompagnement du centre CITADEL. Cet accompagnement est de diverses natures, à savoir un cadre idéal et équipé pour se former, une bourse mensuelle permettant aux apprenants de se focaliser sur leurs travaux de recherche et d'apprentissage et un accompagnement d'experts et de chercheurs de la diaspora qui font leurs preuves dans le domaine de l'IA. L'objectif de ces formations est double : - (1) pour former des compétences techniques locales, et - (2) booster le

cadre de la recherche dans ce domaine qui reste jusque-là très peu développé au Burkina Faso.

En plus de ces formations, nous notons également les efforts du centre dans la vulgarisation de la recherche à travers les conférences invitées, la participation de ses stagiaires et doctorants dans des conférences internationales, et de sa contribution dans le cadre de la mise en œuvre et de la coordination du 1er cycle de Master en Intelligence Artificielle au Burkina Faso, à l'Université Virtuelle du Burkina Faso, qui est à sa deuxième cohorte cette année.

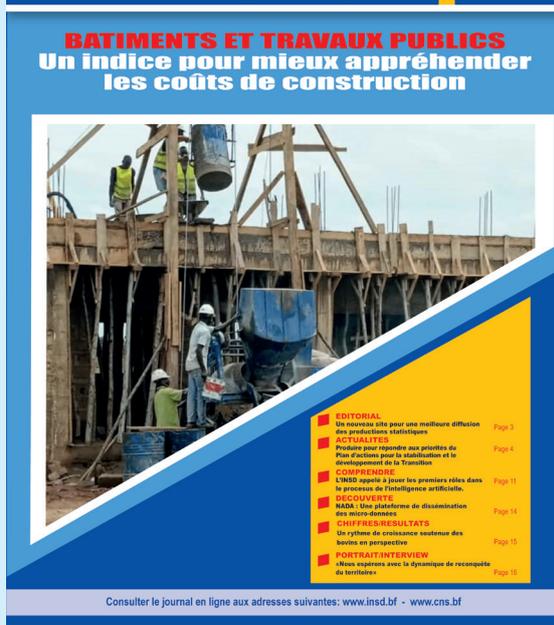
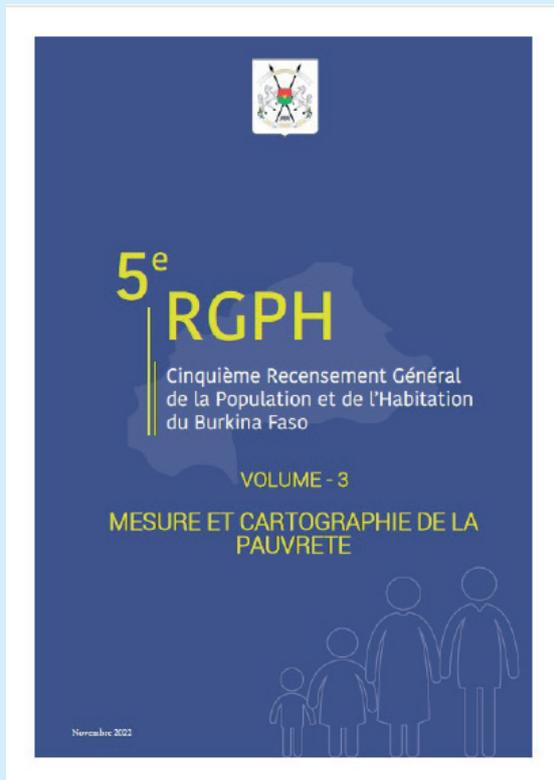
Retranscription

Mouonkoun DABIRE

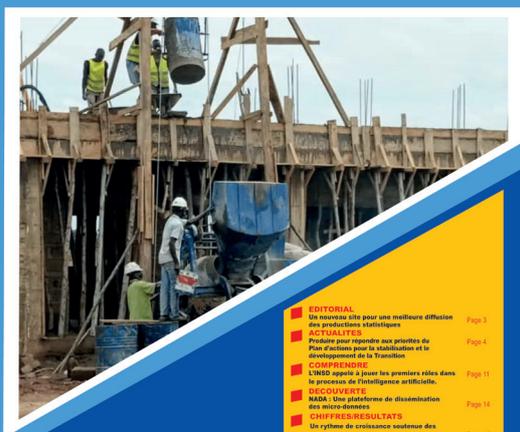
Chargé de communication de l'INSD



Quelques-unes de nos publications, à retrouver sur notre site à l'adresse : www.insd.bf



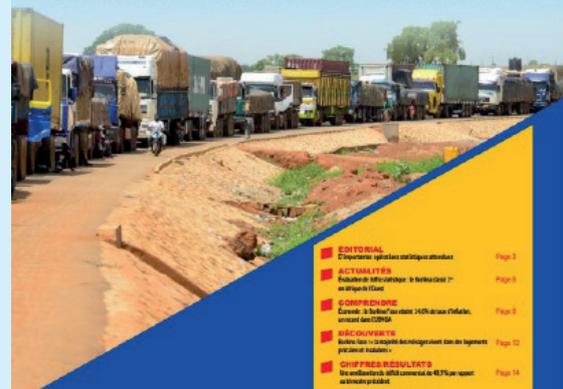
BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS
Un indice pour mieux appréhender les coûts de construction



- EDITORIAL** Un nouveau site pour une meilleure diffusion des productions statistiques Page 3
- ACTUALITES** Priorités pour répondre aux priorités du Plan d'actions pour la stabilisation et le développement de la Transition Page 4
- COMPRENDRE** L'INSD appelle à jouer les premiers rôles dans le processus de l'intelligence artificielle Page 11
- DECOUVERTE** NADA : Une plateforme de dissémination des savoirs dématérialisés Page 14
- CHIFFRES/RESULTATS** Un rythme de croissance soutenu des services en perspective Page 15
- PORTRAIT/INTERVIEW** Nous espérons avec la dynamique de reconquête du territoire Page 16

Consulter le journal en ligne aux adresses suivantes : www.insd.bf - www.cns.bf

COMMERCE EXTÉRIEUR DU BURKINA FASO
AU QUATRIÈME TRIMESTRE 2022
Une amélioration du déficit commercial de 48,9% par rapport au trimestre précédent



- EDITORIAL** L'importance capitale des statistiques officielles Page 3
- ACTUALITES** L'absence de différenciation de la balance commerciale au 4^{ème} trimestre 2022 Page 4
- COMPRENDRE** Commerce de Burkina Faso : une hausse de 14,5% au 4^{ème} trimestre 2022, toujours dans l'attente Page 5
- RECOUVERTE** Burkina Faso : L'absence de différenciation dans les dépenses par rapport à l'année Page 12
- CHIFFRES/RESULTATS** Une amélioration du déficit commercial de 48,9% par rapport au trimestre précédent Page 14
- PORTRAIT/INTERVIEW** « C'est une victoire qui nous a permis de stabiliser la qualité macroéconomique nationale » Page 16

Consulter le journal en ligne aux adresses suivantes : www.insd.bf - www.cns.bf

